

# « L'Empire de la Honte »

## Un livre de Jean Ziegler :

**Partage international n° 211 - Mars 2006**

par Luc Guillory

*Altermondialiste et écrivain de renom, Jean Ziegler est le rapporteur spécial de l'Onu sur le Droit à l'alimentation. Il est également professeur à l'université de Genève ainsi qu'à la Sorbonne, à Paris. Il enseigne la sociologie et il est l'auteur de nombreux ouvrages, en particulier sur les questions liées au problème de la faim. Dans son livre L'Empire de la Honte, il explique les mécanismes qui permettent aux sociétés multinationales de se comporter comme de nouveaux pouvoirs féodaux, et la manière dont elles emploient l'arme de destruction massive de la dette pour contraindre les gouvernements et les populations à abdiquer leur souveraineté et leur liberté au profit d'intérêts financiers.*

« *Eu tenho cola, porque nao tenho vida - je prends de la colle (à sniffer) parce que je n'ai pas de vie* », a dit un jour une fillette de Recife (Brésil), à Jean Ziegler, alors qu'il menait une étude sur l'impact de la dette et de la faim dans ce pays.

La réalité de ces enfants affamés et malades, sans espoir ni avenir, sans éducation ni vie familiale, est la conséquence directe de la dette extérieure du pays en-vers les pays riches et les sociétés multinationales, affirme J. Ziegler.

Entre 1964 et 1985, la dette brésilienne a augmenté de 50 % du fait des dépenses militaires engagées au nom de la « sécurité nationale ». Divers avantages fiscaux et financiers furent offerts aux investisseurs étrangers, mais comme le pays ne pouvait en supporter le coût, il fut contraint de s'en remettre au Fonds monétaire international, aux banques privées occidentales, ainsi qu'à l'Eximbank (l'agence gouvernementale américaine chargée d'aider au financement des importations et des exportations).

### Le piège de la dette

En 1979, les Etats-Unis ont relevé leurs taux d'intérêt, et le Brésil a plongé dans le piège de la

crise de la dette. Il a dû recourir à de nouveaux emprunts afin de s'acquitter des intérêts des prêts antérieurs. Quelques années plus tard, le président Fernando Cardoso a fait le choix d'augmenter les taux d'intérêt afin d'attirer les capitaux étrangers indispensables au pays. L'impact sur les petites entreprises a été immédiatement catastrophique. Dans l'incapacité d'accéder au crédit, elles ont connu un repli de leurs activités et ont licencié leurs personnels. Pire, la montée des taux d'intérêt a stimulé la spéculation. Les investisseurs brésiliens et étrangers ont emprunté sur les marchés mondiaux à des taux d'intérêt moins élevés afin d'acquérir des bons du trésor brésilien.

Lorsque la crise brésilienne s'est accentuée, l'inquiétude a gagné les banques occidentales et Wall Street quant à leurs actifs et leurs investissements brésiliens dans l'agriculture, l'industrie et les services. Pour éviter la débâcle, le FMI est intervenu en 2002, en engageant le plan de sauvetage le plus important jamais réalisé, pour un montant de crédit d'environ 30 milliards de dollars (ironie du sort, le même FMI avait refusé un plan de sauvetage similaire à l'Argentine peu de temps auparavant).

Une « forte pression de Wall Street », associée aux clauses imposées dans les accords signés par le FMI, ont forcé le gouvernement brésilien à procéder à de plus amples privatisations dans les secteurs des mines, des télécommunications, du pétrole et de l'électricité. Le chômage s'est envolé et des actifs nationaux valant des milliards de dollars ont été bradés aux sociétés transnationales.

La « conditionnalité » liée aux prêts du FMI avait pour objet d'imposer au Brésil de maintenir un taux de croissance économique de 3,75 % l'an. Ce niveau garantissait aux créanciers le remboursement du principal de la dette et des intérêts. En conséquence, les dépenses sociales furent considérablement amputées et le bien-être des couches les plus pauvres de la population fut sacrifié.

Hélas, comme en témoigne le professeur Ziegler, le cas du Brésil n'est pas isolé, mais se répète encore et encore à travers le monde sous des formes variées. Son livre expose nombre de cas, documentés et détaillés, de pays lourdement endettés, comme la Mongolie ou l'Éthiopie. Bien que les symptômes diffèrent quelque peu d'un pays à l'autre, les conséquences se révèlent inexorablement identiques

: une pauvreté endémique, des millions de sans abri et de personnes déshéritées.

*« Dans un monde de surabondance, il est scandaleux que plus de 826 millions de personnes souffrent de la faim et de la malnutrition, et que chaque année plus de 36 millions succombent à la famine et à ses maux. Il est urgent d'agir ».* [Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'Onu, avril 2001]

## **Les nouveaux pouvoirs féodaux**

Qu'est ce qui se cache derrière ce phénomène qui voit des pays entiers sombrer dans la banqueroute et sacrifier le bien-être de leurs populations au profit d'institutions financières ?

Selon J. Ziegler, les sociétés transnationales agissent comme de nouveaux pouvoirs féodaux. Leur objectif se confine à la maximisation des profits, quel que soit le prix à payer en terme de pertes d'emplois, d'effondrement des systèmes de protection sociale, et de dépenses publiques réduites à la portion congrue. Leur obsession est de s'affranchir des contrôles exercés par les gouvernements, ainsi que des « obstacles sociaux », afin de s'emparer du contrôle des richesses des nations.

Pour parvenir à leur fin, elles organisent la rareté des services, des capitaux et des actifs, pour dominer le système économique international. Pour illustrer ce propos, Ziegler avance les chiffres suivants : en 1964, la dette totale des 122 pays en voie de développement était de 54 milliards de dollars ; aujourd'hui, elle atteint 2 000 milliards de dollars. Parallèlement, la rentabilité nette annuelle des 500 premières multinationales se maintient à 15 %. Selon l'institut de cotation Standard & Poors, les réserves financières détenues par les 374 plus grandes entreprises approche les 555 milliards de dollars. Malgré ces chiffres astronomiques, elles continuent à réduire les salaires et les emplois, et à engendrer des coupes sombres dans les budgets sociaux.

## **Arme de destruction massive**

En 2003, les fonds reçus par les 122 pays en voie de développement au titre de l'aide internationale ont avoisiné 54 milliards de dollars ; dans le même temps, le remboursement de la dette les a amenés à reverser 436 milliards de dollars à ces pays donateurs. La dette, explique J. Ziegler, est la nouvelle arme de destruction massive dont usent les

nouveaux seigneurs féodaux pour asservir des pays entiers.

Jubilée 2000, l'ONG britannique bien connue, a calculé qu'un enfant meurt dans le monde toutes les 5 secondes à cause de la dette. Les gouvernements endettés du Sud empruntent des fonds à des taux d'intérêt 5 à 7 fois supérieurs à ceux du marché. Le seul service annuel de cette dette les prive de toute capacité d'investissement dans les écoles publiques, les hôpitaux ou la sécurité sociale, tandis que les budgets de l'armée et de la police sont maintenus afin de protéger les investissements étrangers, martèle J. Ziegler. Entre 1992 et 1997, le Cameroun a alloué 4 % de son budget aux services sociaux, contre 36 % au remboursement de la dette. Au Kenya, ce rapport était, respectivement, de 12 % et 40 %, et au Zambie, il était de 6 % et 40 %.

Bien que la plupart de ces pays tiennent leurs engagements de remboursement, leur dette extérieure ne cesse de grimper. Plusieurs raisons expliquent cette tendance :

- La plupart d'entre eux sont producteurs de matières premières mais importent les équipements industriels, dont le coût a fortement augmenté au cours des vingt dernières années.
- La corruption rampante a amené les élites à s'adonner à des pratiques frauduleuses, avec la complicité des banques occidentales.
- Les profits astronomiques réalisés dans les pays en voie de développement mais sous contrôle des actionnaires des pays riches sont rapatriés au Nord. Ces bénéfices, réalisés en devises locales, sont généralement convertis et transférés en dollars américains ou dans une autre devise internationale.
- La majorité des sociétés multinationales implantées dans les pays en voie de développement détiennent des brevets et perçoivent des redevances, qui sont également transférées au Nord.

Voilà, explique J. Ziegler, comment les pays du tiers monde perdent leur capacité d'autonomie. Leurs sources de revenus sont dérobées par les créanciers occidentaux. Dans les années 1970, la dette globale de l'Amérique latine se montait à 60 milliards de dollars. En 1980, elle se chiffrait à 240 milliards et, en 2001, ce montant atteignait 750 milliards. Chaque sud-américain est redevable, en moyenne, de 2 250 dollars aux créanciers du Nord.

J. Ziegler démontre que l'écart se creuse indéfiniment. Il affirme qu'il y a 40 ans, 400 millions de personnes souffraient de malnutrition

permanente. Aujourd'hui, leur nombre a plus que doublé et atteint l'incroyable chiffre de 842 millions. Cependant, la rentabilité nette des capitaux investis des 500 plus puissantes sociétés transnationales s'est maintenue à un bon 15 % aux Etats-Unis depuis 2001. Comme le souligne J. Ziegler, le capitalisme mondialisé a atteint un stade où il connaît une croissance économique constante, sans création d'emploi et pratiquement sans augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs.

Ce que dénonce J. Ziegler, c'est qu'il ne s'agit pas uniquement d'une question de pertes et profits, de taux d'intérêt et d'investissements. Mais que cette situation est la source de la violence endémique, de la faim et de la mort qui ravagent des pays qui sont pillés et détruits de cette manière. En 2002, on estime à 4 000 le nombre d'enfants qui ont été assassinés dans les rues des villes brésiliennes. Le manque d'éducation, de logements décentes et de nourriture, le déni du droit à jouir de la santé et de la sécurité, ou d'avoir un emploi rémunéré, ainsi que la perte d'autonomie individuelle, infligent aux masses déshéritées une vie vide de sens.

### **La guerre au service des seigneurs féodaux de la mondialisation**

Ziegler va plus loin. Il affirme que la politique est instrumentalisée au profit des intérêts financiers des conglomérats géants. La guerre lancée par les Etats-Unis et leurs alliés en Irak servait un objectif stratégique fondamental : non seulement les réserves pétrolières irakiennes sont les deuxièmes au monde, mais du fait des particularités géologiques, ces réserves ne sont situées qu'à quelques mètres au-dessous de la surface. Produire un baril de pétrole brut coûte 10 dollars au Texas, contre moins d'un dollar en Irak.

Citant le *New York Times*, J. Ziegler explique que les bénéfices nets des sept premières sociétés pétrolières américaines ont augmenté de 43 % au cours du premier semestre de l'année 2004. De même, d'autres grandes entreprises du secteur de l'armement et de l'électronique militaire ont vu leurs

profits décoller grâce à la « *guerre permanente au terrorisme* » engagée par l'administration américaine.

Les pays endettés peuvent-ils s'affranchir de la tutelle du FMI, s'interroge J. Ziegler ? Non, répond-il, car chaque fois qu'ils font appel à l'institution, ils doivent rédiger une « lettre d'intention » dans laquelle ils abdiquent littéralement toute souveraineté au profit des créanciers. Les « cosmocrates » ont une réelle stratégie visant à maintenir ceux qui sont dans l'indigence au bas de l'échelle, afin de pouvoir réaliser des bénéfices colossaux. La perpétuation de ce système d'usure repose sur un asservissement sans fin des nations. align="left">

La Révolution française de 1789 a permis de franchir un cap majeur vers la démocratie politique, et elle a partiellement inspiré la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948. Au cours du 20<sup>e</sup> siècle, les Nations unies ont tenté d'établir la paix mondiale ; des progrès significatifs ont été accomplis dans tous les domaines d'activité humaine. Mais nous faisons à présent face à l'attaque la plus brutale, engagée par de nouveaux seigneurs féodaux, envers la souveraineté des peuples. Citant Gracchus Babœuf, figure majeure de la Révolution française et chef du mouvement de la conspiration des Egaux, J. Ziegler conclut que nous devons « *rechercher le bien commun* », et reconnaître que le droit au bonheur, à la dignité, à l'alimentation et à la liberté, sont des droits fondamentaux et inaliénables du genre humain. Ce qui requiert une transformation complète de notre société.

Jean Ziegler, *L'Empire de la Honte*. Editions Fayard, Paris, France.

Brésil **Auteur** : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).

**Thématiques** : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [Compte rendu de lecture](#) ()